

La « Révolution des parapluies », un bras de fer entre deux systèmes

Nashidil Rouiaï



Couverture : Hong Kong (Rouiaï, mars 2013)

Il y a un an, Hong Kong occupait l'espace médiatique international. La « Révolution des parapluies » – telle qu'elle a été baptisée par les médias puis réinvestie par les manifestants eux-mêmes – détonnait par son ampleur, son caractère inédit et sa photogénie. Ici, dans cette enclave de 1 104 mètres carrés, au cœur de cette métropole ultra-compétitive, dans les avenues de cette icône urbaine portée en étendard par le gouvernement de Pékin comme l'incarnation d'une Chine dynamique, jeune et attractive, des milliers de manifestants, armés de leurs parapluies pour contrer les gaz lacrymogènes des autorités, bravaient la République Populaire de Chine (RPC) pour préserver et renforcer la démocratie. Aujourd'hui Hong Kong a disparu des radars médiatiques, ne revenant sur le devant de la scène qu'à l'occasion de certains articles rappelant son statut de ville où l'immobilier résidentiel est le plus cher au monde. Qu'en est-il réellement de la situation hongkongaise un an après ce large mouvement populaire ? Que s'est-il passé durant ces mois de manifestations dans les rues, avenues et boulevards hongkongais, alors totalement immobilisés, où les flux s'étaient brutalement arrêtés ? Quelles marques la « Révolution des parapluies » a-t-elle laissée dans l'espace urbain hongkongais ? Un retour sur ces manifestations et leurs prémices nous permettront de jeter un regard englobant sur une situation politique et un espace urbain particuliers. Ce retour nous permettra enfin de mieux interroger la situation actuelle à Hong Kong, entre stagnations, espoirs déçus et craintes pour l'avenir.

Et les étudiants se soulevèrent...

Le 16 janvier 2013, un an et demi avant le début des manifestations, Benny Tai Yiu-ting, professeur de droit de l'Université de Hong Kong (HKU), lançait dans les colonnes du quotidien *Hong Kong Economic Journal* un appel à la désobéissance civile auprès des citoyens hongkongais. La revendication était politique : que le Parti communiste chinois tienne une promesse faite en 1991 lors des négociations avec les Britanniques en vue de la préparation du retour de Hong Kong dans le giron chinois ; une promesse inscrite dans la Loi fondamentale (équivalent de la Constitution pour Hong Kong) ; une promesse signifiant beaucoup et impliquant bien plus qu'un simple dispositif législatif. Cette promesse : soumettre l'élection du chef de l'exécutif hongkongais au suffrage universel direct dès 2017, date prévue du prochain scrutin. À la suite de cet appel, le mouvement pro-démocratie « Occupy Central With Love And Peace » s'organisait. En juin 2014, un référendum officieux sur l'élection de l'exécutif local était mis en place. Près de 800 000 citoyens sur les 3,5 millions de votants à Hong Kong se prononçaient. Les résultats ont alors mis en évidence la volonté massive des Hongkongais d'accéder à des élections démocratiques. Également interrogés sur la ligne politique à suivre, 88 % des participants au référendum soutenaient l'idée que le Conseil législatif de l'île (LegCo), devait à l'avenir bloquer toute proposition de réforme qui ne serait pas en accord avec les standards internationaux de démocratie. Bien que n'ayant « rien de constitutionnel » et étant jugé « illégal » par les autorités de Pékin qui l'ont désigné via leur organe de presse officiel *Global Times* comme une « farce politique », le référendum a donné au mouvement pro-démocratie une légitimité populaire. Durant l'été, les actions citoyennes s'intensifiaient jusqu'à aboutir à des manifestations de grande ampleur à partir de septembre, lorsque les étudiants entrèrent dans la danse.

Les prémisses de la « Révolution »

Ces manifestations ont eu un écho majeur à l'international et ont préoccupé le Président chinois Xi Jinping et son entourage du fait de l'importance stratégique que revêt Hong Kong pour la Chine. Si son intérêt économique n'est plus aussi vital qu'il y a quelques années (alors que son PIB représentait près de 18 % de celui de la Chine au moment de la rétrocession en 1997, cette proportion s'est réduite à 3 % en 2014), ce petit territoire reste une place financière internationale de premier ordre. La fiabilité de son système juridique et son environnement stable sont des atouts considérables pour les multinationales voulant investir en Chine. La RAS (Région Administrative Spéciale) sert ainsi de pont entre la République Populaire et le reste du monde. Plaque tournante pour l'investissement sur le continent¹, elle permet dans le même temps aux entreprises chinoises d'avoir accès aux capitaux internationaux. Avec Shanghai et Pékin, Hong Kong incarne une « nouvelle Chine » (Sanjuan, 2001), dynamique, hyper-compétitive, insérée dans un réseau métropolitain international, connectée au monde et actrice d'une globalisation dont elle aspire à être la vedette principale. Une Chine qui se garde de rappeler l'importance de sa population rurale (49,4 % des 1,35 milliard d'habitants en 2014) et préfère afficher la réussite de ses classes moyennes urbaines (Rouiaï, 2014). Icône métropolitaine incarnant un territoire plus vaste – l'espace chinois – Hong Kong est portée en étendard par le gouvernement de Pékin comme une allégorie de cette Chine ouverte, jeune et développée. Une icône urbaine pourtant bien particulière pour la Chine. Son statut est paradoxal : alors qu'aujourd'hui Hong Kong est l'un des symboles iconographique, géographique et symbolique de la « réussite chinoise », la distinction entre Hong Kong et la RPC est sans cesse rappelée.

Un pays, deux systèmes

Pour bien saisir le lien qui se tisse entre les deux territoires, il faut garder en tête la phrase prononcée par Deng Xiaoping lors de la rétrocession de l'île à la Chine en 1997 : « Un pays, deux systèmes ». Il y a plus de quinze ans, « un territoire capitaliste et riche passait [pour la première fois de l'histoire]

¹ En 2013, les investissements à Hong Kong ont représenté les deux tiers des investissements directs étrangers en Chine.

sous la tutelle d'un pays communiste en voie de développement » (Augustin-Jean et Padovani, 2007 : 9). Depuis le traité de 1842 donnant à Hong-Kong le statut de possession anglaise, l'île était devenu un point d'attraction mondiale en tant qu'avant-poste européen en Extrême-Orient. L'identité hongkongaise s'est ainsi construite, entre une sinité réinventée, refaçonée, et l'intégration d'une modernité qui allait alors de pair avec une occidentalisation culturelle². Une identité marquée, de fait, par des troubles, des hybridités, des pertes et des créations de sens. Le retour de Hong Kong sous le giron chinois n'a pas fixé cette identité, il l'a complété, complexifié et a exacerbé des aspects bien précis de sa construction. Car si la Chine a promis, lors de la rétrocession, cinquante années durant lesquelles le mode de vie, le système économique, politique et législatif demeureraient inchangés, faisant de Hong Kong une RAS, les craintes liées à ce retour ont marqué le territoire de manière forte et durable.

La rétrocession et son lot d'incertitudes

Avant 1997, sa perspective était perçue de manière duelle selon les observateurs : soit comme une quasi « tragédie », la fin annoncée de la liberté d'expression, des avancées économiques, du dynamisme du territoire hongkongais, soit au contraire comme une chance pour la Chine d'accéder à une plus grande visibilité, à un nouveau dynamisme urbain et métropolitain, à de nouvelles perspectives culturelles, politiques et sociales. Pour les Hongkongais, la principale crainte était le recul progressif des libertés malgré la promesse faite par la Chine du maintien des institutions et l'adoption de la « Loi Fondamentale », censée promouvoir l'autonomie de la RAS dans tous les domaines, sauf celui de la politique étrangère et de la défense. Si bien que depuis la rétrocession, à chaque fois que Pékin a tenté de renforcer son emprise sur le territoire, les Hongkongais se sont mobilisés.

En 2003, à la suite d'un vaste mouvement de protestation populaire, le gouvernement de Tung Chee-hwa se voyait contraint d'abandonner un projet liberticide de loi sur la sécurité nationale. En 2010, c'était au tour de C.Y. Leung (l'actuel chef de l'exécutif hongkongais) de renoncer à son programme d'éducation patriotique, face à de trop nombreuses controverses. La « Révolution des Parapluies » s'inscrit dans cette continuité de refus des régressions démocratiques et à cet attachement des Hongkongais pour la Loi Fondamentale. À ce titre elle n'est donc pas inédite, elle ne l'est que par son ampleur et sa médiatisation.

² Une occidentalisation minutieusement construite et voulue par les autorités britanniques. L'occidentalisation étant associée à la modernité et identifiée comme la seule façon d'avancer socialement. L'éducation jouait, bien entendu, un rôle majeur dans cette entreprise de socialisation et de légitimation de l'autorité régnante. L'enseignement de l'histoire était particulièrement visé : « Il ne s'agissait pas de réviser l'histoire, mais plutôt d'effacer des périodes entières de l'histoire chinoise et mondiale du cursus et, par conséquent, de l'imaginaire populaire. » (Lee, 2007 : 320)



1. Affiche placardée dans les Mid Levels (Central) représentant Henry Tang, Secrétaire général des finances de 2003 à 2007 et Chef de l'exécutif par intérim en 2005, éclaboussé par un scandale politico-financier en pleine course pour l'élection du Chef de l'exécutif en 2012 (Rouiaï, 2012)

Un territoire immobilisé

Les médias internationaux se sont emparés de la situation hongkongaise à partir de la fin du mois de septembre 2014, alors que la situation se crispait dans les rues de la métropole entre forces de l'ordre et manifestants et que les étudiants avaient rejoint massivement le mouvement.

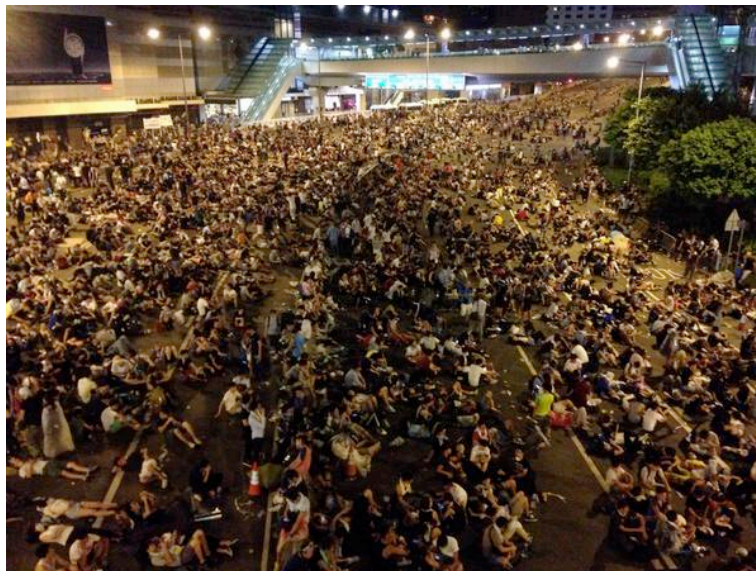
Les premières manifestations de grande ampleur ont eu lieu le 25 septembre, impulsées par plusieurs figures du mouvement Occupy Central – les universitaires Chan Kin-man et Benny Tai et le révérend Chu Yiu-ming notamment –, ainsi que par des leaders étudiants parmi lesquels Joshua Wong, Alex Chow et Lester Shum. Manifestations pacifiques, peu médiatisées. Ce n'est que deux jours plus tard, le 27 septembre, que les projecteurs se braquent sur la RAS, alors que face aux cris et à la colère des manifestants réclamant des élections démocratiques sur leur territoire, la police répond par de nombreuses arrestations et des jets de gaz lacrymogène. Le lendemain, la tension atteint son paroxysme lorsque les forces de l'ordre tirent 87 grenades lacrymogènes sur les manifestants, la plupart étudiants. Cette violence, jugée inacceptable et insupportable par la population hongkongaise, entraîne des dizaines de milliers de citoyens à occuper les artères principales du territoire et déclenche 79 jours de paralysie.



2. Manifestants sous une pluie de gaz lacrymogène (Cheng K.Y. 28 septembre 2014)

Géo-chronologie d'une immobilisation

Le premier quartier à être occupé par les manifestants est Admiralty, sur l'île de Hong Kong. Les rues entourant le Quartier Général de l'exécutif hongkongais (Central Government Complex) sont les premières à être investies par les manifestants et les dernières à être reprises par la police, près de trois mois plus tard, faisant du quartier d'affaires et du centre politique de la métropole l'épicentre des manifestations.



3. Quartier Général de l'exécutif hongkongais le 28 septembre 2014 à 3h (Siu P. 2014)

Rapidement les autres artères principales de Hong Kong sont occupées et bloquées par des manifestants se coordonnant au jour le jour *via* des applications mobiles comme FireChat, ayant

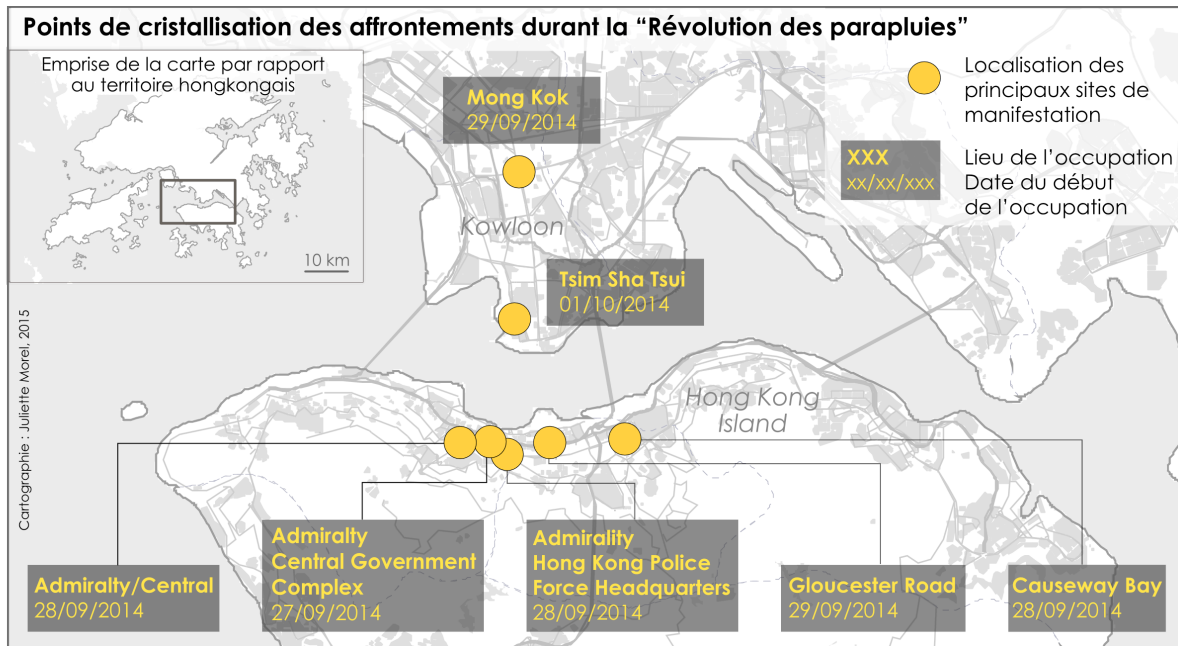
l'avantage de ne nécessiter aucune connexion cellulaire ou internet pour fonctionner. Le 28 septembre, FireChat enregistre la création de 100 000 nouveaux comptes à Hong Kong. Ce même jour, le quartier de Causeway Bay et notamment le croisement entre Yee Wo Street et Hennessy Road, est investi. Le « Sogo Crossing », croisement emblématique faisant partie des images d'Épinal de Hong Kong devient un lieu de *sitting*. En bloquant ce croisement, les manifestants font non seulement totalement cesser le trafic sur Hennessy Road – artère principale du nord de Hong Kong Island –, mais ils immobilisent également un quartier dédié au commerce de luxe, emblématique d'un capitalisme de surconsommation. Rappelons que le mouvement initial de contestation à Hong Kong, « Occupy Central with Love and Peace », s'est inspiré du mouvement contestataire « Occupy Wall Street » visant à dénoncer les abus du capitalisme financier. La critique économico-politique, bien qu'absente des revendications de cette fin de mois de septembre 2014, reste essentielle dans la mise en place du mouvement et dans le choix géographique des lieux de manifestation.



4. À gauche le Sogo Crossing, un « Shibuya Crossing » hongkongais (Rouiaï N., 2008) / à droite le Sogo Crossing occupé par les manifestants en septembre 2014 (Chow V., 2014)

Ainsi, dans la nuit du 28 septembre, c'est au tour du carrefour entre Queen's Road Central et Garden Road, à la frontière entre les quartiers financiers d'Admiralty et de Central d'être occupé. Haut lieu des manifestations et des affrontements avec la police, les rues se situant autour de l'iconique Bank Of China (cette tour de verre et d'acier représentant un bambou gigantesque et participant à spectaculariser le paysage urbain hongkongais), ont été presque totalement fermées au trafic dès les toutes premières manifestations.

Ce n'est qu'à partir du 29 septembre que les manifestations se sont étendues au-delà de Hong Island, centre financier et politique de la ville, pour atteindre Kowloon sur la rive d'en face. Dans la nuit du 29 septembre, Mong Kok, quartier le plus densément peuplé du territoire, est paralysé. Les manifestants se pressent au croisement entre Argyle Street et Nathan Road afin d'immobiliser la principale artère Nord/Sud de Kowloon. Puis c'est au tour du quartier – jadis populaire, aujourd'hui touristique – de Tsim Sha Tsui, d'être bloqué par l'occupation, à partir du 1^{er} octobre, du croisement entre Canton Road et Haiphon Road.



5 : Géo-chronologie des affrontements sur le territoire hongkongais (Morel et Rouiaï 2015)

En quelques jours, la ville toute entière est immobilisée, donnant lieu à des images spectaculaires d'une métropole où le flux jadis inarrêtable s'est tu. Une ville où l'automobile semble avoir disparu. Une ville réinvestie par ses citoyens, qui campent alors jour et nuit sur des boulevards immenses. Le blocage du territoire est organisé de manière logistique : quotidiennement, des équipes de manifestants se coordonnent pour distribuer eau, nourriture, parapluies, imperméables et masque à gaz, mais également ramasser et trier les ordures. C'est le mouvement Occupy Central qui coordonne les actions allant jusqu'à distribuer aux participants un « manuel de la désobéissance », listant les comportements à adopter pour rester « pacifiques », « dignes » et « respectueux des biens publics »³.

<https://www.youtube.com/watch?v=BdqREuMLGNU>

6. Fin septembre 2014, l'occupation de l'espace urbain hongkongais filmée par un drone.

Epilogue

La revendication des manifestants était l'obtention d'un suffrage universel réel et non celui proposé par Pékin dans lequel les candidats (limités à deux ou trois) seraient présélectionnés par un comité acquis au Parti communiste. Outre cette ligne directrice, martelée par les représentants d'Occupy Central et les leaders étudiants, d'autres voix se sont élevées, souvent plus troubles. Avec la « Révolution des parapluies », les sentiments anti-Pékin et par extension anti-chinois se sont radicalisés faisant le jeu d'une certaine extrême droite xénophobe. Plusieurs manifestations anti-chinoises et de nombreuses agressions de touristes en provenance de Chine continentale ont poussé l'exécutif hongkongais à limiter le nombre de visiteurs chinois sur le territoire. Parallèlement, les sentiments nostalgiques de l'époque coloniale britannique se sont renforcés (Law, 2014).

³ Le « Manuel de la désobéissance » : http://oclp.hk/index.php?route=occupy/eng_detail&eng_id=28



7. Jeune hongkongais arborant l'Union Flag sur son bandana lors d'une manifestation contre les marchands venus de Chine continentale, commerçant le long de la frontière sino-hongkongaise.(Don Hills/EyePress , le 1er mars 2015).

Du côté des revendications initiales, comme cela était fortement prédictible, aucune concession n'a été consentie par le Gouvernement chinois. En juin 2015, le projet électoral soutenu par Pékin n'a pas obtenu un nombre suffisant de votes au Parlement du fait du rejet massif du texte par les députés pro-démocratie. C'est donc le *statu quo ante* qui prévaut : le chef de l'exécutif hongkongais restera choisi par une commission pro-chinoise, les Hongkongais ne se prononceront pas durant les élections de 2017. Ce scénario était attendu : pour Pékin, renoncer au contrôle politique sur Hong Kong aurait ouvert la porte entre autres aux revendications autonomistes dans le Grand Ouest chinois (Tibet et Xinjiang). Une perspective inacceptable. Si bien qu'aujourd'hui, le flux des automobiles a réinvesti les artères de Hong Kong. Les parapluies se sont fermés. Le paysage urbain ne porte presque plus aucun stigmate de ces manifestations sans précédent.

Rapidement après l'expulsion des derniers manifestants des rues de la métropole, des équipes de nettoyage s'échinaient à effacer la moindre marque, la moindre empreinte laissée par le mouvement sur le territoire, sur cet autre Hong Kong momentanément créé et occupé. Car c'est bien de cela qu'il a été question : la réappropriation de l'espace public par les manifestants hongkongais a été synonyme de réinvention du territoire. La volonté de maximiser la visibilité des actions entreprises a rendu nécessaire le recentrement du conflit. Alors que les premières manifestations se sont plutôt situées en périphérie, autour des universités, hors des grands axes routiers et du continuum urbain, c'est bien au cœur de Hong Kong, dans l'épicentre commercial et financier, que le mouvement a pris son ampleur et a obtenu sa médiatisation internationale. C'est lorsque les espaces de flux et de circulations (ambulatoires, financiers et commerciaux) ont été réinvestis comme lieux de *sitting*, de rassemblements citoyens, que le conflit a été médiatisé et que les revendications politiques ont été prises en considération. La réappropriation de l'espace par le mouvement des parapluies s'est transformée en utopie urbaine. Au milieu des sièges des firmes multinationales, l'espace était renommé et redessiné : ici, un village de tentes se créait sous le nom de *Freedom Quarter*, là des milliers de *post-it* et d'œuvres d'art investissaient les murs, les rues et les équipements publics de la ville (bus, bâtiments, détournement des signalétiques de la voirie, etc.), au milieu d'un boulevard se dressait une immense sculpture en bois humanoïde brandissant un parapluie.

Lorsque les derniers lieux de *sitting* ont été vidés de leurs manifestants, les nombreuses œuvres d'art créées ont été passées au karcher ou décapées à la truelle. Effacer les stigmates visuels de l'occupation de l'espace public à des fins de revendication politique était l'une des priorités des autorités hongkongaises, au même titre que l'évacuation des manifestants.

Plusieurs mois après la fin des manifestations, les parapluies restaient pourtant ouverts sur les murs entourant le Quartier Général de l'exécutif hongkongais : le Lennon Wall, et ses milliers de *post-it* multicolores à teneur politique, conservait la mémoire du combat politique mené sur le sol de la RAS.



8. Le Lennon Wall, Hong Kong (Wikimédia Commons, 2014)

Aujourd'hui, seuls quelques tags, graffitis et dessins restent présents, de manière éparse et temporaire sur les façades de la ville. Dans les Mid Levels, au cœur du quartier de Central, ces derniers parapluies ouverts, dessinés à l'aérosol sur les murs, rappellent les aspirations et les craintes des Hongkongais plongés dans un système politique presque schizophrène. Alors que Britanniques et Chinois ont seulement organisé un régime d'exception jusqu'en 2046, alors que cette année sera la dernière au sein de laquelle Hong Kong bénéficiera d'une relative autonomie politique et économique, le Hong Kong présent est déjà presque un Hong Kong du passé : ce Hong Kong de la transition et de l'incertitude, condamné à disparaître d'une mort annoncée.

NASHIDIL ROUIAI

Nashidil Rouiaï est doctorante à l'Université Paris Sorbonne (Paris IV), rattachée au laboratoire ENeC, et Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Institut de Géographie et d'Aménagement de l'Université de Nantes. Géographe culturelle et géopolitologue, ses travaux portent principalement sur l'image de la ville de Hong Kong renvoyée par le cinéma et sur l'impact de cette représentation du territoire pour la stratégie d'influence de la République Populaire de Chine.

nashidil.r@gmail.com

Bibliographie

- Augustin-Jean L. et Padovani F., 2007, *Hong Kong : Économie, société, culture*, L'Harmattan, 495 p.
- Bai X., 2015, « Occupy Movement in Hong Kong: Process, Features and Impacts », *Hong Kong and Macao Journal*, pp. 83-92.
- Biao X., 2014, « Hong Kong: Democracy and Party Politics in Popular Movements », *Beijing Cultural Review*, n°6, pp. 38-45.
- Chan J., 2014, « Hong Kong's Umbrella Movement », *The Round Table*, n°103:6, pp. 571-580.
- Chen D. et Kinzelbach K., 2015, « Democracy Promotion and China: Blocker or Bystander? », *Democratization*, n° 22, vol.3, pp. 408-412.
- Chen Y-H et Wang L-W, 2014, « On the Nature of Occupy Central Movement in Hong Kong: A Discussion Based on the Theory of Civil Disobedience », *Hong Kong and Macao Journal*, pp. 34-44.
- Jiang X-S., 2015, « The Legal consciousness of Hong Kong's Young Students: Thoughts on the Confusion in Occupy Central », *China Youth Study*, pp. 36-41.
- Lam J-T-M., 2015, « Political Decay in Hong Kong After the Occupy Central Movement », *Asian*

Affairs: An American Review, vol.42, n°2, pp.99-121.

Law B., 2014, « La nostalgie coloniale depuis la rétrocession » dans *Critique*, n°807-808, pp. 670-680.

Lee G-B., 2007, « La construction de l'identité à Hong Kong pendant la période du colonialisme tardif et la question de l'"authenticité" », dans Augustin-Jean, L., Padovani, F., *Hong Kong : Économie, société, culture*, L'Harmattan, pp. 313-332.

Lim T-W., Ping X., 2015, *Contextualizing Occupy Central in Contemporary Hong Kong*, Imperial College Press, 176p.

Lim, T-W, 2015, « The Aesthetics of Hong Kong's Umbrella Revolution in the First Ten Days: A Historical Anatomy of the First Phase of Hong Kong's Umbrella Revolution », *East Asia*, n°32, pp. 83-98.

Rouiaï N., 2015, « Hong Kong : une cité unique face à la grande Chine », *CARTO*, n°27.

Sanjuan T., 2001., « Pékin, Shanghai, Hong Kong Trois destins de villes dans l'espace chinois. », *Hérodote*, n°101, pp. 153-179.

Veg S., 2014, « Hong Kong prend le large », *Critique*, n°807-808, 160 p.

Zhang D-H., 2015, « Hong Kong's Occupy Central Protest: Theory Abusing and Essence Defining », *Hong Kong and Macao Journal*, pp. 10-17.

Zheng W et Yuan W-X, 2015, « Umbrella Movement: A Contentious Politics China's Border Frontier », *Twenty-First Century Bimonthly*, n°1, pp. 22-32.

Ressources numériques

CEFC, « "Occupations" "Color Revolutions" and "Springs": New Dynamics In Social Movements ? », <http://www.cefc.com.hk/fr/event/occupations-colour-revolutions-and-springs-new-dynamics-in-social-movements-2/>, 17 juin 2015.

City University of Hong Kong, « Conference on the Occupy Central Movement and Its Aftermaths: An Interdisciplinary Study », 18-19 septembre 2015, <http://www.cityu.edu.hk/slw/OCM/bios.html>

Griffiths J., 2014, « TIMELINE: How Occupy Central's democracy push turned into an Umbrella Revolution », *South China Morning Post*, <http://www.scmp.com/news/hong-kong/article/1612900/timeline-how-occupy-centrals-democracy-push-turned-umbrella?page=all>

Li A., 2014, « Occupy Central: Divided We Stand? », *Berkeley Journal of Sociology*, <http://berkeleyjournal.org/2014/10/occupy-central-divided-we-stand/>

Sinapolis, « Réinventer l'espace public à Hong Kong. La métropole financière à l'heure de la "révolution des parapluies" », 21 janvier 2015, http://www.sinapolis.net/index.php?option=com_flexicontent&view=items&cid=37&id=574&Itemid=32&lang=fr

South China Morning Post, « Occupy Central », <http://www.scmp.com/topics/occupy-central>